

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020



UNIS
POUR DÉFENDRE UN

MONDE VIVABLE



**FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT**

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



6 fédérations départementales

250 associations adhérentes

27 089 adhérents

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur

14 Quai Rive Neuve 13 007 MARSEILLE
fnepaca.fr / contact@fnepaca.fr
Tel : 04 91 33 44 02

Ce document a été imprimé sur du papier recyclé avec des encres à base végétale, par une imprimerie labellisée Imprim'Vert

Comité de rédaction : Bernadette Verron, Nathalie Chaudon, Sophie Villeneuve, Annelise Muller, Coralie Chanu, Mathilde Gouëffon, Mattia Trabucchi, Clémence Mazard, Méryl Moine, Justine Poncet et nos partenaires associatifs
Conception graphique : Sophie Villeneuve (FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur)

Crédits photo :

1^{ère} de couverture : Adobe Stock

4^{ème} de couverture : Titouanc / Unsplash

Pages intérieures : FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur (p.1, p.8, p.9-10, p.11, p.17, p.18, p.21 (bas), p.23, p.24, p.25, p.26, p.28, p.30, p.31, p.32, p.33, p.34, p.36 (haut)), Erika Fletcher / Unsplash (p.2) ; Chris Lawton / Unsplash (p.3) ; McKenna Estes / Unsplash (p.5-6) ; Pixabay (p.12, p.13, p.14, p.15, p.21 (haut), 29) ; Robert Kovacs / Unsplash (p.19) ; Skyler Smith / Unsplash (p.22) ; Natalie Grainger / Unsplash (p.32) ; Lina Trochez / Unsplash (p.36)



fnepaca.fr/

ÉDITO /

Rassemblons nos forces et construisons un monde vivable

Changer de modèle est incontournable

La crise sanitaire de 2020 a montré les limites d'un système en révélant de fortes inégalités sociales et en rappelant durement l'interdépendance des trois piliers du développement durable : l'environnement, le social et l'économie. Changer de modèle en limitant la consommation des ressources au potentiel d'une planète par an contre 2.7 actuellement et coopérer avec toutes les parties prenantes pour donner la priorité aux biens communs que sont l'air, l'eau, la biodiversité et les sols ne peuvent plus rester de simples vœux pieux mais doivent s'inscrire dans des objectifs à atteindre impérativement.

Notre appel pour une région vivable

Nous avons élaboré des cahiers de propositions adaptés et adressés à chacun des décideurs de notre région, à toutes les échelles territoriales. En nous appuyant sur nos positionnements construits année après année, nous avons réaffirmé les enseignements que la pandémie ne permet plus d'ignorer :

- La nécessité de respecter la nature et le vivant ;
- L'opportunité de réorienter les politiques publiques ;
- L'occasion de valoriser les producteurs locaux ;
- La reconnaissance des avantages d'une consommation de proximité ;
- Le constat indiscutable que moins de voitures signifie moins de pollution. Pour une mobilité plus vertueuse, il convient de se tourner résolument vers le ferroviaire et les mobilités actives que sont le vélo et la marche à pied.

Si les discours ont évolué, les orientations financières, elles, se sont globalement consolidées dans une logique de croissance à court terme. Une partie des fonds dédiés à la Relance en témoignent. La route reste sinueuse pour faire évoluer les visions politiques.

L'humain dans l'écosystème naturel : lancement de notre campagne *Coexistences*

En vue du Congrès mondial de la nature, qui se tiendra finalement en 2021 à Marseille, nous avons créé une campagne de sensibilisation mettant en avant les interactions des humains avec leur environnement. Nous avons lancé, malgré le décalage du Congrès, dès 2020, notre campagne « *Coexistences* ». À la série de webdocumentaires se rajoute une exposition. De la montagne à la mer, nous y présentons les liens étroits qui relient l'humain et la nature. Un aperçu de cette relation fragile qui invite au questionnement sur notre rapport au vivant.

Une dynamique associative toujours présente

Notre fédération régionale a su s'adapter malgré les incertitudes de cette situation inédite en utilisant de nouveaux outils pour maintenir sa vie démocratique interne et la réalisation de ses actions même si tout n'a pu se réaliser en présentiel. Nous affichons ainsi un résultat financier positif. Nous tenons à remercier les bénévoles et salariés qui ont su s'accommoder à ce cadre contraint ; sans oublier nos partenaires – publics comme privés – sur qui nous avons pu compter.

Se renforcer

À l'aube de ses 50 ans, notre mouvement maintiendra coûte que coûte ses ambitions et son exigence auprès des pouvoirs publics pour défendre un monde vivable.

Coopérer et se renforcer sont des impératifs au sortir de la crise sanitaire. Rejoignez-nous !



Gilles Marcel

Président de
France Nature Environnement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

*S'unir pour
une transition
écologique et
sociale n'est pas
un choix mais
un impératif.
Renforcer notre
mouvement
FNE, c'est agir
efficacement
pour une région
vivable.*



SOMMAIRE

Notre année 2020 / 3

Notre fédération / 6

Nos actions / 10

Alerter

Défendre

Influencer

Sensibiliser

Accompagner

Fédérer

Nos ressources / 35

Les associations régionales / 38

NOTRE ANNÉE 2020



Janvier

Participation à la déclinaison régionale du Pacte du pouvoir de vivre

56 organisations ont décidé de s'unir pour porter ensemble la convergence de l'écologie et du social. Pour la première fois, elles s'engagent à faire front commun en défendant collectivement des propositions. Un objectif partagé : ne plus dissocier les questions sociales et environnementales pour donner à chacun le pouvoir de vivre. <https://bit.ly/3dlzTzU>

Février

Interpellation des électeurs et des candidats aux municipales 2020

Pour la tenue des municipales, nous avons élaboré avec les fédérations départementales un questionnaire et un cahier de priorités à destination des citoyens et de leurs listes candidates. 10 questions synthétiques ont permis de mettre en lumière la place de la transition écologique dans les programmes. <https://bit.ly/2TcT6NA>

Juin

Lancement de l'application Sentinelles de la Nature en région

Le site internet et l'application des Sentinelles de la nature permettent aux utilisateurs de contribuer à la préservation de la planète en signalant directement les atteintes ou initiatives favorables à l'environnement sur une carte participative. Lire p. 32/

Victoire en Conseil d'État pour la pollution de l'air

Suite à notre recours déposé avec de nombreuses associations, le Conseil d'État ordonne au Gouvernement de prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air dans 8 zones, dont Aix-Marseille d'ici le 10 janvier 2021 ! A défaut, il devra payer une astreinte de 10M€ par semestre.

Septembre



Lubrizol un an après : echos dans notre région

A l'occasion de ce triste anniversaire, nous avons réalisé une vidéo en allant à la rencontre des habitants du Bassin de Fos-sur-Mer. Lire p.12/ <https://www.youtube.com/watch?v=1iFmSFeRZ74>

Octobre



Règlementations des mouillages

La posidonie est très menacée, notamment à cause des impacts des mouillages. Du premier arrêté-cadre de 2019 aux arrêtés locaux pris en 2020, FNE a suivi ce dossier. <https://bit.ly/3qviTg4>

Alerte tempête Alex : la résilience face au changement climatique

Face à la multiplication de phénomènes extrêmes qui s'intensifient dans un contexte de changement climatique, nous dénonçons l'étalement urbain responsable de catastrophes à répétition. Lire p.14/

Mai

Appel pour construire ensemble un #mondevivable

En pleine pandémie, intimement liée à notre façon d'envisager la nature, nous avons souhaité réaffirmer nos propositions à l'État, la Région et les collectivités. Nos propositions reflètent la vision de notre mouvement et notre volonté de co-construire un monde vivable pour tous.

Lire p.20/ <https://bit.ly/3wDkJ0x>



Août

Méditerranée : mise aux normes de l'usine Altéo

Grâce au maintien de la pression de notre mouvement associatif, les rejets en mer de l'usine Altéo sont désormais aux normes. Pour autant, nous restons très vigilants quant au stockage des résidus à terre.

Lancement de l'application TRITON

L'application Triton, lancée par FNE 04, référence de nombreux codes-barres de produits du quotidien (alimentaires mais pas que !), vous indique les consignes de tri qui leur sont associées et vous propose aussi des solutions de valorisation.

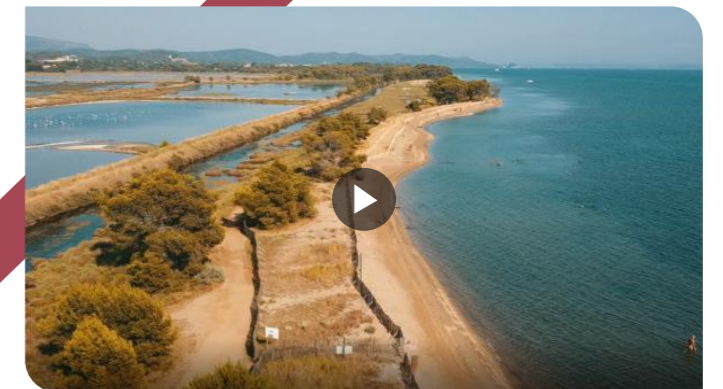
Infos <https://fne04.fr/triton/>

La SAPN devient SAPN-FNE05

La fédération départementale des Hautes-Alpes a changé de nom pour adopter "FNE". Une évolution qui scelle notre engagement commun au sein d'un même mouvement.



Décembre



Lancement du webdocumentaire Hyères : la Rade d'Or

Cette fin d'année a été marquée par le lancement d'un nouveau webdocumentaire consacré aux liens étroits et sensibles qui unissent l'humain et la biodiversité sur la rade d'Hyères. Comment partager ces milieux avec les espèces sauvages, réduire notre impact, se préparer au changement climatique ? Nous tentons d'apporter des réponses. Lire p.24/ <https://bit.ly/3vZ4D07>



Plastic Attack en grande surface

Pour la Semaine Européenne de Réduction des Déchets, nous avons réalisé avec les fédérations départementales des actions de sensibilisation : une Plastic Attack pour faire connaître le poids des emballages dans nos caddies.



NOTRE FÉDÉRATION

En 2020 / 7

Notre organisation / 8

FNE en région, c'est

Un mouvement citoyen

 **27 089**
bénévoles
dans toute la région

 Des militant.e.s présent.e.s
dans plus de
150
commissions

 **47**
affaires
suivies
en justice

Une fédération

6 Fédérations
départementales / **7** Associations
régionales

Une association d'intérêt général

Créée en **1971**,
association agréée, habilitée
à participer au débat public

 **102**
bénévoles mobilisés
au quotidien

Indépendante de tout pouvoir politique, économique ou religieux



Porte-parole des associations
de protection de la nature et de l'environnement

Dans les médias

9
Passages TV

45
Reprises Presse

23
Passages Radio

Et c'est aussi...

Une équipe régionale mobilisée



24
administrateurs.trices



5654
heures de bénévolat
réalisées en 2020

Elles et ils déterminent les orientations politiques,
participent aux instances décisionnaires de France Nature Environnement et représentent l'association

9 salarié.e.s =
l'équipe
opérationnelle

7 volontaires
Service Civique
et stagiaires



VILLES

La vie sauvage trouve aussi son chemin en ville ! Cherchez bien : un hérisson s'abrite dans le jardin, les oiseaux chantent le matin, des chauves-souris chassent le cousin... Sois artificiels, pollutions et lumières nocturnes repoussent la nature. Exigeons la création d'espaces d'accueil, de vie et de circulation pour la biodiversité dans l'aménagement des villes et autres territoires. **J'accepte une herbe folle sur mon trottoir et j'incite les commerçants de mon quartier à éteindre leurs vitrines.**

PISSENLIT

HÉRISSON



Crédit photo : Pissenlit - Michel Démares

LITTORAL

80% de la population humaine de notre région se concentre sur 55 km de côtes, dont une partie est définitivement artificialisée. Pourtant, ces espaces abritent une richesse biologique importante et des espèces remarquablement adaptées. Nos aménagements et le littoral mécanique détruisent le littoral : les piéces, les rochers et les fonds de manière irréversible. Ils représentent une des premières causes de perte de biodiversité dans ce milieu. Exigeons un tiers d'espaces naturels protégés sur le littoral régional ! Je tolère les banquettes de posidonia sur les plages.

OYAT

AMPELE



NOS ACTIONS

Alerter / 11

Défendre / 15

Influencer / 19

Sensibiliser / 23

Accompagner / 27

Fédérer / 31

Risque industriel : Exiger transparence et mise aux normes

Nous avons maintenu la pression sur les pouvoirs publics pour répondre aux enjeux de sécurité, de santé et préservation de l'environnement

Éviter l'accident industriel

Le 26 septembre 2019, l'usine Lubrizol, installation classée Seveso Seuil Haut, et Normandie Logistique subissaient un incendie ravageur, accompagné d'un panache de fumée noire se répandant jusque dans les Hauts-de-France. Un accident qui aurait pu avoir lieu en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans une région à très forte densité industrielle (993 ICPE en Provence-Alpes-Côte d'Azur dont 412 dans les Bouches-du-Rhône et 57 Seveso "seuil haut"), les risques industriels sont omniprésents. Pour prévenir les risques de long terme dus à la pollution atmosphérique ou les autres incidents voire accidents, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur agit à chaque échelle :

- En amont, par des demandes de contrôles auprès des services de l'État et des industriels, et par sa participation à plusieurs instances de concertation ;
- En aval, pour faire la lumière sur les événements ayant porté atteinte à l'environnement ou à la santé (exemple : les nombreux torchages survenus sur le pourtour de l'étang de Berre et l'importante fuite de chlorure ferrique en mer sur le site Kem One).

A l'occasion de l'anniversaire de l'accident de Lubrizol, nous avons recueilli le ressenti citoyen sur le risque industriel autour du golfe de Fos (<https://www.youtube.com/watch?v=1iFmSFeRZ74>).

Et demain, une nécessaire modernisation de l'outil industriel

De nombreux dysfonctionnements persistent : nous restons vigilants quant au respect de la réglementation environnementale et au bon emploi des fonds alloués au secteur industriel, issus du plan de relance. Le véritable enjeu serait d'investir massivement dans l'outil de production industriel pour le moderniser et le rendre plus sûr et plus respectueux de l'environnement. FNE, en partenariat avec l'État, mène une étude sur le vieillissement du secteur industriel sur le pourtour de l'étang de Berre qui donnera lieu à une restitution en 2021 afin d'orienter les futures pratiques d'investissement des industriels.



ALERTER

l'opinion publique sur :
les risques industriels, les pesticides
et l'aménagement du territoire



Alerter sur le scandale des néonicotinoïdes : une grave régression

Nous nous sommes mobilisés avec les autres associations contre la décision de l'État d'autoriser à nouveau les néonicotinoïdes.

La dérogation de trop !

En septembre 2020, à la demande du Ministre de l'Agriculture, un projet de loi a été déposé afin de pouvoir recourir de nouveau aux néonicotinoïdes, pourtant interdits depuis 2016, pour "sauver" la filière betterave sucrière menacée par la jaunisse et l'absence de floraison. Pourtant, les effets délétères à long terme sur les insectes pollinisateurs, sur la qualité des sols et de l'eau et sur la santé humaine ont été prouvés à travers vingt ans d'études scientifiques qui ont abouti à leur interdiction.

Mobilisation de notre mouvement

Le réseau FNE et 17 organisations se sont fermement opposés à cette décision ministérielle et ont interpellé les parlementaires sur les territoires en proposant dix raisons de ne pas accorder de dérogation à l'interdiction des néonicotinoïdes. Ces raisons portent essentiellement sur des enjeux de santé humaine, de qualité des sols, d'impacts sur les insectes pollinisateurs et sur la biodiversité en général. En plein débat sur la nouvelle Politique Agricole Commune, cette décision, qui encourage un modèle agricole à bout de souffle, fait régresser le droit de l'environnement et accélère la perte massive de biodiversité. Ce n'est pas ainsi que se construit une véritable transition agricole. Nous avons remis notre plaidoyer national à l'ensemble des députés et sénateurs de la Région. À consulter : <https://bit.ly/3xVr87y>



Martine VALLON,
Présidente FNE 04

"La loi EGalim nous avait laissé croire aller vers une alimentation saine, durable, et accessible à tous. Deux ans après, aucune des intentions déclarées (ou presque) n'a été suivie d'effet.

Par exemple, la protection des riverains contre les pesticides n'a pas avancé, l'État s'est défaussé en renvoyant la négociation sur les territoires, et a réintroduit les néonicotinoïdes.

Restait la position de la France dans le cadre de la réforme de la PAC, un des derniers leviers pour espérer un changement d'orientation. Il semble aujourd'hui qu'il n'y ait plus grand-chose à en attendre!"

Tempête Alex : repenser l'aménagement du territoire

Face à la récurrence d'événements climatiques extrêmes, nous dénonçons la course à l'artificialisation des sols.

Retour sur la catastrophe

Octobre 2020, la tempête Alex défigure en une nuit les hautes vallées de la Roya, de la Vésubie et de la Tinée, dans les Alpes-Maritimes.

Cette tempête illustre le degré de violence que peuvent atteindre certains phénomènes naturels et notre impuissance lorsqu'ils surviennent. Elle rappelle aussi un aspect du changement climatique : des évolutions notables du cycle de l'eau conduisant à des phénomènes extrêmes plus fréquents, plus intenses.

Si les conditions géographiques, hydrographiques et climatiques expliquent une grande part des dommages causés par cet événement, d'autres éléments de choix d'aménagement du territoire sont dans les mains des décideurs.

Face aux risques, développons des solutions fondées sur la nature

Le changement climatique doit être intégré dans les documents de planification : mieux connaître les rivières et leur fonctionnement, anticiper des enveloppes de crue plus vastes, revisiter les règles d'urbanisme local, interdire la construction en zone à risques.

La réduction des risques s'appuie également sur les "solutions fondées sur la nature". Forêts riveraines, sols non tassés ou non imperméabilisés, zones humides conservées, espaces de bon fonctionnement des rivières ou espaces d'expansion de crue... sont autant de solutions à mettre en œuvre, qui permettraient de ralentir la crue, en permettant aux eaux de pluie et de ruissellement de s'infiltrer et de s'étaler.

L'anticipation de prochains événements passera par la mémoire des catastrophes et le développement d'une culture du risque : connaissance des conduites à tenir, formations ou exercices à l'échelle de la commune...

Organiser la reconstruction dans le dialogue en tirant les enseignements de la catastrophe

Entre besoin de reconstruction à court terme et investissements à plus long terme, le dialogue doit être renforcé avec les citoyens pour trouver les solutions de demain. Nous avons rencontré le Préfet de Région et l'avons alerté sur l'ensemble des recommandations de notre mouvement en matière d'aménagement. Ce fut également l'occasion de rappeler la nécessaire transparence des autorités publiques vis à vis des citoyens à l'occasion des prises de décision dans ce domaine.



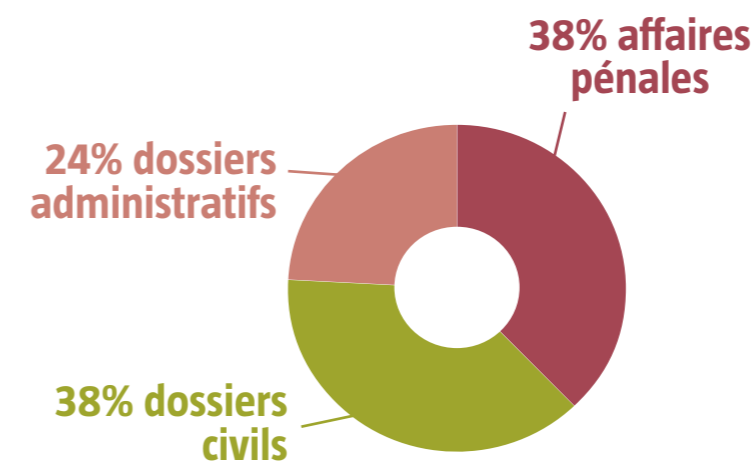
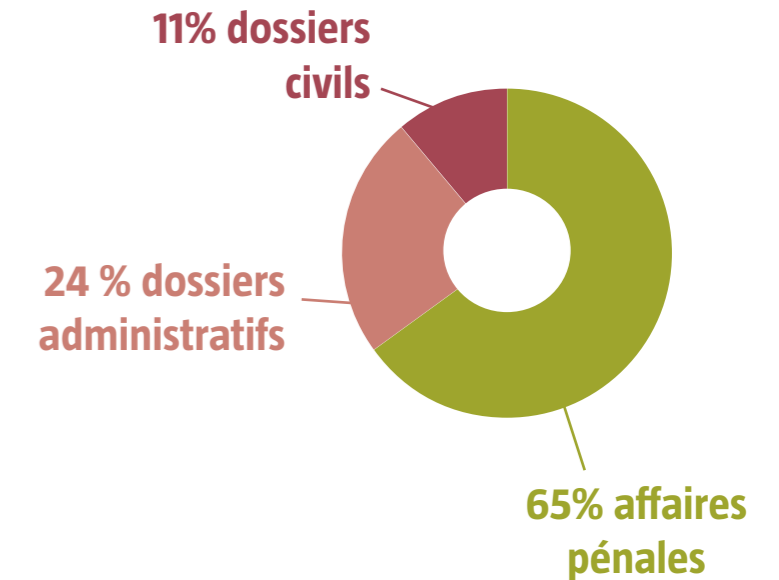
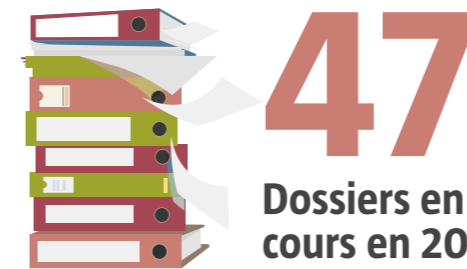
Suite aux événements tragiques de la tempête Alex, FNE Alpes-Maritimes s'est mobilisée autour de son réseau associatif local pour demander aux pouvoirs publics de faire de la Roya un exemple de territoire en transition écologique.

À travers de nombreux communiqués et interpellations, FNE 06 a notamment rappelé l'importance du ferroviaire pour ce territoire et son incroyable résistance face aux intempéries en comparaison avec la route. Elle a demandé à ce que les crédits de reconstruction soient affectés en priorité à la ligne Nice-Vintimille-Cuneo. Affaire à suivre.



Agir en justice : nos chiffres clés

Utilisé de manière stratégique et ciblée, complémentaire à d'autres moyens d'actions, l'outil juridique est nécessaire pour avoir un effet levier sur la prise en compte des enjeux environnementaux vis-à-vis des acteurs publics et privés.



Les dossiers administratifs concernent essentiellement les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ou encore des projets de parcs photovoltaïques en milieux naturels.

Les dossiers civils peuvent par exemple concerner la circulation et la publicité des véhicules terrestres à moteur en milieux naturels.

Les plaintes se concentrent sur des dépôts sauvages, le braconnage d'espèces protégées, les aménagements et défrichements illégaux.

En matière pénale, la durée moyenne d'un dossier est de 3 ans, en matière administrative, le délai s'allonge autour de 5 ans.

DÉFENDRE

les intérêts de l'environnement devant la justice et notamment la forêt et les sols

DES FÉDÉRATIONS TRÈS ACTIVES





Poursuivre la mobilisation contre la centrale biomasse de Gardanne

Aux côtés des fédérations départementales et associations de terrain, nous avons attaqué l'arrêté d'autorisation délivré par l'État.

Au cours de l'année 2020, nous n'avons cessé d'interpeller le gouvernement : courriers, rencontres avec les élus et le cabinet du Ministère de la transition écologique et solidaire, questions parlementaires, réseaux sociaux... mais leurs réponses sont lacunaires ou à contre-sens de l'écologie.

Sur le plan juridique, nous avons saisi le Conseil d'État à la suite de l'arrêt de la Cour administrative de Marseille concernant l'autorisation d'exploiter cette méga-centrale. En effet, nous maintenons que l'étude d'impacts est insuffisante. Nous nous appuyons sur le fait que l'approvisionnement en bois est bien lié à l'exploitation de la centrale et que ses impacts doivent donc être analysés par l'exploitant.

Au-delà de l'impact quantitatif sur les forêts méditerranéennes, dont la régénération sera, de fait, plus lente à cause du changement climatique, aucune condition particulière quant aux modalités de prélèvement du bois n'est imposée. Ces prélèvements industriels conduisent parfois à des dérives avec des coupes dans des secteurs abritant des espèces protégées telles que la tortue d'Hermann, ou dans des secteurs fragiles, telles que des ripisylves, qui jouent pourtant un rôle fondamental en limitant les crues et l'érosion des sols.



Saisir la justice pour préserver les sols

L'étalement urbain et l'artificialisation des sols ne font qu'accroître la vulnérabilité de nos territoires et de leurs habitants face aux changements climatiques. Nous constatons, avec amertume, qu'aucune leçon n'est tirée par les élus qui continuent à encourager la bétonisation débridée de leurs communes.

En 2020, nous avons attaqué plusieurs permis de construire ouvrant à l'urbanisation des secteurs naturels ou agricoles, parfois en zone inondable ou en zone d'expansion de crue. Ces aménagements mettent en danger la vie des habitants et détruisent la biodiversité.

Dans le Vaucluse, à Pertuis, un projet de zone d'activités économiques de 90 hectares a été autorisé par la municipalité sans qu'aucun site alternatif n'ait été sérieusement envisagé, alors même que le projet aboutira à l'artificialisation de dizaines d'hectares de terres agricoles cultivées et fertiles. L'étude d'impacts est lacunaire en ce qui concerne l'évaluation des incidences sur la faune et la flore, le paysage et le fonctionnement hydraulique. Le projet est situé dans un secteur actuellement inconstructible, classé rouge au Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Durance.



Une victoire emblématique

La colline de la commune du Rayol-Canadel, qui domine la mer, peut sans exagération être qualifiée de territoire d'exception. Pourtant une Municipalité nouvelle a voulu l'urbaniser.

Le Conseil d'État ne s'était pas trompé en 1994, en classant ces 25 ha en « espace remarquable », et une fois de plus, de 2016 à 2020, nous avons dû remonter la filière de la justice administrative pour que le Conseil d'État redise que ce joyau devait être préservé de toute urbanisation.



Dans les Alpes-Maritimes à Mougins, c'est une zone naturelle sensible unique sur la Côte d'Azur, abritant plus de 60 espèces protégées, qui est vouée à disparaître au profit d'un immense complexe sportif, le Campus Santé Diagana. Plusieurs avis défavorables des autorités publiques et scientifiques (DREAL, Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel) ont été rendus contre le projet. La zone humide impactée est un site de reproduction et d'alimentation pour de nombreuses espèces : chauves-souris, oiseaux, reptiles, mammifères... Ici encore, les sites alternatifs n'ont pas été étudiés, malgré des propositions opérationnelles des associations locales.

À leurs côtés, nous avons déposé un recours devant le Tribunal administratif contre l'arrêté d'autorisation de destruction d'espèces protégées pris par le Préfet des Alpes-Maritimes.



Dépôts sauvages et enfouissements illégaux de déchets venus d'ailleurs (St-Martin-de-Crau, St-Rémy-de-Provence, Les Pennes Mirabeau, Cabriès ...), dégradation de monument historique et de colonie de chauves-souris (La Barben), permis d'aménager des zones d'activités en zone agricole de qualité... Vu l'ampleur des exactions constatées et les soupçons de circuits mafieux, nous avons initié à cette occasion un partenariat efficace avec le groupe local Anticor des Bouches-du-Rhône. En appui des associations membres, FNE 13 a été présente sur de nombreux fronts (urbanisme, déchets, pollution, énergie...) non pas pour réécrire les lois mais pour les faire appliquer.

Lancer un appel pour un monde vivable

À la suite de la pandémie et face à la situation de crise sanitaire inédite, nous avons lancé un appel à destination des décideurs publics et privés pour vivre dans un monde vivable.

Nous sommes à un tournant, une occasion à saisir pour revenir à un état d'équilibre viable, en limitant la consommation des ressources au potentiel d'1 planète par an contre 2,7 actuellement pour tenir compte de l'urgence climatique. Il est impératif de modifier nos comportements et de redonner la priorité aux « communs » que sont la terre, l'eau, l'air, la biodiversité. Toutes les décisions doivent désormais être prises au regard de ces éléments qui constituent le socle de l'intérêt général.

La pandémie se révèle intimement liée à la crise environnementale

Scientifiques, experts, philosophes tentent, depuis des décennies, d'attirer l'attention sur l'état de la planète et les risques sanitaires engendrés par la destruction des écosystèmes, la multiplication des élevages intensifs ou encore le trafic illégal d'espèces. Ces mécanismes renvoient à ceux qui favorisent l'apparition et la diffusion de virus. Cette crise démontre aussi la capacité collective à modifier radicalement nos modes de fonctionnement face à l'urgence sanitaire. Il faut mobiliser cette même capacité collective pour inscrire ces modifications dans le sens d'un équilibre durable et du bien-être de tous.

À l'échelle régionale et quotidiennement, depuis 50 ans, le mouvement FNE avertit sur les pollutions, l'artificialisation des sols, la destruction des milieux naturels, la perte de la biodiversité et les conséquences du dérèglement climatique. Malgré ces nombreuses alertes portées à chaque échelle de territoire, nos propositions ne sont pas suffisamment écoutées et prises en compte.

Ensemble, construisons un monde meilleur

C'est une nécessité impérieuse pour l'intérêt général que les défenseurs de la nature puissent apporter leurs expertises et éclairages aujourd'hui et demain, à l'échelle de notre territoire. Coopérer est bien une nécessité : il s'agit de travailler ensemble pour redonner la priorité au bien-vivre. Il en va de l'intérêt général et de l'avenir des générations futures.

Décideurs publics et privés, osez la transition au nom du bien commun !

C'est en faisant cet effort que vous pourrez proposer un projet stimulant d'après-crise, porteur à la fois d'espoir mais aussi de solutions durables et pérennes. Cette sortie de crise doit être un moment levier pour s'orienter vers un nouveau modèle sociétal plus solidaire et plus respectueux du vivant. Pour y parvenir, il est nécessaire d'instaurer une coopération avec toutes les parties prenantes.

FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur milite pour une gouvernance renouvelée, incluant plus que jamais la société civile organisée. Une fabrique territoriale de la transition écologique pourrait concevoir et mettre en œuvre des propositions pour la société de demain.

Retrouvez l'ensemble de nos propositions pour construire un monde vivable à l'échelle de votre territoire : <https://fnepaca.fr/2020/05/07/appele-pour-construire-ensemble-un-monde-vivable/>



Bernadette VERRON
Secrétaire générale
FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

“Et si cette pandémie nous incitait à changer de modèle..

Et si nous dessinions collectivement une transition vers un autre rapport à la nature.

Et si nous prenions pleinement conscience de l'existence du vivant, des arbres, de la biodiversité, de la faune, de la flore, de nous.. Alors peut-être l'artificialisation des sols, les permis de construire en zone agricole, les contournements routiers deviendraient des pratiques du passé..

Alors on y va ? Tous ensemble ? On s'engage !”

INFLUENCER le débat public

Nous siégeons dans **150** commissions à toutes les échelles territoriales



Liaison routière Fos-Salon : privilégier le report modal

Lors du débat public, nous avons rappelé notre attachement au transport ferroviaire et fluvial en alternative au routier.

Une priorité pour FNE : développer l'offre ferroviaire et fluviale

En 2010, notre mouvement s'était exprimé, dans le cadre du Schéma National Infrastructure de Transport (SNIT), pour dire son opposition à ce qui était clairement défini à l'époque comme une liaison autoroutière. Nos propositions d'alors demeurent d'actualité : aménager le réseau existant afin de protéger les villes impactées par le trafic routier de poids-lourds ; développer l'offre fluviale et l'offre ferroviaire pour traiter les flux de marchandises des bassins Ouest du Grand Port Maritime de Marseille.

Alerte sur les impacts et alternatives

Nous avons mis en exergue le nécessaire report modal, et rappelé les contraintes bien identifiées liées à la préservation des milieux naturels, celles liées à la pollution de l'air, au bruit et à la protection de la ressource en eau potable.

Si l'État décidait de réaliser cette liaison routière, nous mobiliserions tous nos moyens d'actions pour en limiter les impacts.



Trafic aérien : refuser les projets d'extension

Nous nous sommes inscrits dans la campagne nationale "Marchons sur les aéroports", pour demander une réduction du transport aérien notamment par la fermeture des liaisons intérieures réalisables en train.

En Région, plusieurs projets sont en contradiction avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre :

À Marseille, le projet d'extension du terminal 1 prévoit la création d'un bâtiment supplémentaire de 20 000m² visant à augmenter la fréquentation (passage de 8 à 12 millions de passagers). L'Autorité Environnementale demande une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, notamment sur la qualité de l'air, les nuisances sonores et la lutte contre l'imperméabilisation des sols. Il est constaté que la séquence Eviter, Réduire, Compenser (ERC) n'a pas été mise en œuvre.

À Nice, c'est le projet au sein du terminal 2 de l'aéroport qui est visé. L'étude d'impact du projet n'analyse aucunement

les conséquences prévisibles de cette extension sur les émissions de gaz à effet de serre. Rien n'est dit non plus quant à la préservation de la santé des populations qui subissent une qualité de l'air dégradée depuis des années.

À Tallard, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Hautes-Alpes et l'Union Pour les Entreprises des Hautes-Alpes prévoient de développer une ligne Gap-Paris pour les chefs d'entreprises (premier test en 2018) alors même que le train de nuit pourrait rendre un bien meilleur service qu'aujourd'hui.

En Avignon, l'aéroport est surdimensionné, prévu pour accueillir 200 000 passagers par an, il n'en accueille pas plus de 16 000 et sa reconversion industrielle reste partielle.

Mobiliser au sein du CESER

Le mouvement FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur a porté la voix des associations et de l'environnement au cours de différents travaux.

Cette année a notamment été marquée par :

- La saisine sur l'évaluation des impacts de la politique régionale sur les énergies renouvelables ;
- L'évaluation de la politique agricole et forestière de la Région.

Sur la première, nous avons souligné le fort retard sur les objectifs affichés en matière de réduction des consommations ; pour les atteindre une priorisation d'investissement sur l'isolation des bâtiments est une nécessité.

Sur la seconde, nous avons mis en avant le manque de clarté des objectifs et l'absence de suivi avec des indicateurs précis.

Nous restons mobilisés pour que l'environnement pèse dans les avis donnés par le Conseil Economique Social Environnemental Régional.





Ouvrir les yeux sur les liens entre humains et nature

Nous avons poursuivi notre travail de sensibilisation et d'animation avec des outils numériques et interactifs, en privilégiant le dialogue.

Coexistences : exposition, webdoc et animations

En 2020, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a réalisé Coexistences, outil polymorphe (exposition, livret, webdocumentaires) de sensibilisation à la biodiversité de notre région. Devant la beauté et la richesse du monde vivant, nous sommes invités à nous interroger sur notre relation à la nature. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez accueillir l'exposition et les animations qui l'accompagnent.

Les nouveaux webdocumentaires en 2020 : "Hyères, la Rade d'Or" et "La Baie des Anges perdus"

Afin de sensibiliser les citoyens et les collectivités locales, nous réalisons depuis plusieurs années des webdocs sur les milieux naturels dans les territoires. Ces webdocumentaires sont à disposition pour organiser des animations autour d'un territoire et sa nature : <https://coexistences.fnepaca.fr>
En 2020, deux nouveaux webdocumentaires ont vu le jour. Ils montrent la richesse et la diversité d'espèces présentes sur le littoral, notamment à Hyères et en Baie de Nice. Ils nous interpellent face aux impacts de l'humain qui perturbe

l'équilibre de ces écosystèmes : artificialisation de la côte et des cours d'eau, utilisation des sables et galets des fleuves côtiers pour le BTP, tourisme de masse...
Se pose ainsi la question de la coexistence entre toutes les composantes du monde vivant.

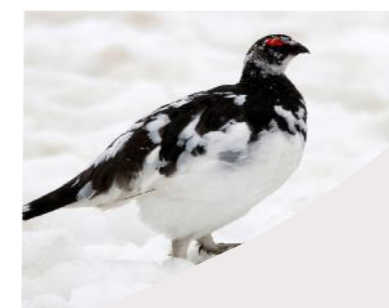
Zoom sur les animations 2020 auprès des lycéens

Notre fédération intervient auprès des lycées de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en leur proposant de découvrir ou d'approfondir leurs connaissances du territoire régional et des enjeux environnementaux et en apportant aux enseignants des compléments d'information à leur programmes scolaires.
Nous visons un réel passage à l'action en faveur de la biodiversité de manière individuelle ou collective.

En 2020 nous sommes intervenus dans les lycées agricoles des Emeyres à Gap, des Alpilles à Saint-Rémy-de-Provence et de La Ricarde à l'Isle sur la Sorgue.

SENSIBILISER

tous les publics sur la biodiversité et la réduction des déchets à la source



Les Galliformes de montagne regroupent quatre espèces patrimoniales vivant dans les Alpes françaises: le Tétraz lyre, le Lagopède alpin, la Perdrix Bartavelle et la Gélinoite des bois. Ces espèces sont inféodées au milieu montagnard et sont exposées à des bouleversements dans les territoires où ils vivent. La diminution et le morcellement de leurs habitats est le facteur principal de leur régression. Mais ce sont surtout les aménagements de la montagne qui affectent ces populations d'oiseaux. Pourtant, les Galliformes de montagne continuent d'être chassés et sont classés espèces gibier dans notre pays. A la suite de différents recours menés par la SAPN-FNE05 et la LPO, les services locaux de l'État ont enfin décidé de suspendre la chasse du Lagopède alpin en 2021 dans les Hautes-Alpes.

Stopper l'hémorragie de plastique : de la Durance vers la mer

Collecte, caractérisation et identification des producteurs de déchets : nous avons mené l'enquête de l'amont à l'aval pour démontrer que le plastique est partout et pour en réduire son utilisation.

La France déverse chaque année plus de 10 tonnes de déchets plastiques en Méditerranée. Près de 80% des déchets trouvés en mer proviennent des bassins versants (de l'intérieur des terres ; Source : WWF, rapport Méditerranée).

Constituée de micro-plastique, la plastisphère peut contenir plusieurs cellules pathogènes et entraîne des impacts importants sur la pollution des sols et les organismes vivants.

Stop plastique en Méditerranée

Ce projet mené par FNE, en partenariat avec l'association Expédition MED, nos fédérations et la LPO sur 4 sites du bassin versant de la Durance (Saint André d'Embrun, Savines, Les Mées, Avignon) a démontré la quantité et la diversité des déchets charriés par les rivières.

3 ramassages à des périodes différentes de l'année et une caractérisation des déchets ont été réalisés, selon le protocole européen OSPAR. Nous avons pu démontrer que le plastique était présent partout sur l'ensemble des sites étudiés. Cette étude financée par la Région donnera lieu à une publication scientifique en 2021 et sera transposée en Pays de la Loire.

Les données de cette étude viennent conforter notre plaidoyer sur le sujet. Nous militons depuis des années pour une réduction à la source de la production de plastique et pour une mise en place effective de la responsabilité élargie des producteurs, telle que prévue par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire adoptée le 10 février 2020.

Sur ce sujet, notre mouvement œuvre sans relâche, par la sensibilisation et le plaidoyer. C'est une démarche à long terme notamment dans le cadre de la pandémie pendant laquelle l'usage du plastique s'est accru.



Nathalie Chaudon,
Directrice
FNE Provence-Alpes-
Côte d'Azur

“Grâce à l'implication de nos associations membres le long du bassin versant de la Durance, nous avons pu montrer que le plastique était partout. La restitution de ces données permettra de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets à la source”

Sensibiliser à l'environnement pour éviter la récurrence

En partenariat avec certains Parquets de la région, nous accompagnons les mesures alternatives aux poursuites judiciaires en organisant des stages de sensibilisation à l'environnement.

En partenariat avec le Parquet de Marseille et le Parc National des Calanques, ces journées permettent de sensibiliser des personnes non récidivistes qui ont enfreint la réglementation environnementale dans le périmètre du Parc National des Calanques.

Il s'agit de faire connaître le statut du Parc National des Calanques, la fragilité des espèces qu'il abrite et les règles applicables en son sein. L'objectif est de provoquer des échanges pour faire évoluer les comportements.

La pédagogie est ici fondamentale. Nous pensons qu'une personne sensibilisée, qui comprend les enjeux, sera plus encline à respecter la réglementation environnementale et donc à ne pas récidiver. Ces mesures de sensibilisation sont de bonnes alternatives pour certaines contraventions qui ne portent pas une atteinte grave à l'environnement.

Cette expérience très positive entre le Parquet de Marseille et notre association a conduit plusieurs autres parquets, à l'initiative de procureurs engagés en matière de protection de l'environnement, à lancer des mesures similaires et nous aurons le plaisir d'initier un travail avec le Parquet d'Aix-en-Provence en 2021.



L'engagement vaclusien pour le World Clean Up Day !

Depuis 2018, le World Clean Up Day – Journée mondiale de nettoyage de la planète – a lieu en Vaucluse. Au fil des ans, cet événement rencontre un succès croissant auprès des Vauclusiennes et Vauclusiens, ainsi de plus en plus nombreux à être sensibilisés puisque 2 522 personnes ont participé en 2020 contre 905 en 2018. La masse de déchets ramassés a également augmenté passant de 41 tonnes en 2018, à 71 tonnes en 2019 et enfin à 102 tonnes en 2020. Ces chiffres démontrent à eux seuls à la fois l'intérêt et la nécessité de cet événement.





Améliorer les pratiques des collectivités sur les déchets verts

Depuis 3 ans, grâce au soutien de l'ADEME, avec les associations FNE Alpes-de-Haute-Provence, GESPER et AtmoSud nous accompagnons 10 territoires régionaux pour une meilleure prévention et gestion des déchets verts.

Depuis la mi-année 2018, avec le projet « Accompagnement des territoires pour une meilleure gestion et prévention des déchets verts 2018-2021 » financé par l'ADEME, la DREAL et l'ARS, France Nature Environnement accompagne les territoires à la réalisation d'un état des lieux, d'un plan d'action et de réalisations concrètes pour améliorer leur gestion des déchets verts.

Ces actions visent à accompagner les territoires sur les aspects suivants :

- Une meilleure appropriation des enjeux liés à la prévention et à la gestion des déchets verts
- Une gestion durable des déchets verts par le développement de méthodes alternatives au brûlage (réutilisation du broyat, compostage, paillage, etc.)
- La réduction du volume de déchets verts grâce à la mise en œuvre d'une politique efficace de prévention, en lien avec les acteurs concernés et/ou intéressés sur les territoires (gestion différenciée des espaces verts).

Vidéos sur des retours d'expérience de collectivités exemplaires

Nous avons pu constater un fort intérêt des collectivités pour les retours d'expériences d'autres collectivités pionnières. Avec AtmoSud, notre partenaire sur ce projet, nous allons réaliser une vidéo mettant en lumière 3 collectivités exemplaires sur la gestion des déchets verts :

- Cœur du Var : prêt de broyeur thermique aux communes et prêt de broyeur électrique aux particuliers. Le futur service de broyage à domicile est également évoqué ;
- La Cove (Vaucluse) : plateforme de compostage de déchets verts en régie et exutoire agricole ;
- Luberon Monts de Vaucluse : plateforme de broyage de déchets verts en régie et exutoire agricole.

Création d'un kit de communication

Nous avons créé un kit de communication (<https://bit.ly/3x-ZyJSH>) adaptable à tous les territoires et contenant :

NOS ACTIONS / ACCOMPAGNER



Démonstration d'utilisation d'un broyeur

- Des articles de sensibilisation sur l'utilisation des déchets verts au jardin,
- Un panneau de déchèterie,
- Des exemples de post Facebook / Instagram avec un calendrier annuel,
- Des ressources documentaires à consulter.

Ce kit a été diffusé à l'ensemble des territoires accompagnés ainsi qu'à la Métropole Aix-Marseille Provence. Déjà publié sur les sites de l'ORDEEC et Life de la Région, il sera prochainement publié sur le site de l'ADEME. Il a d'ores et déjà été mis en application par la Communauté de Communes des Sorgues du Comtat.

Création d'outils

Nous avons développé une série d'outils afin de répondre aux besoins d'autres collectivités. Ces outils peuvent être classés en deux catégories :

- Outils documentaires : notes qui apportent des éléments réglementaires, techniques ou de retours d'expérience aux collectivités sur différents sujets en lien avec les déchets verts. Il s'agit par exemple de retours d'expérience sur les services de broyage à domicile ou sur le montage des filières de valorisation agricole des déchets verts ;
- Outils techniques : il s'agit d'outils basés sur des feuilles de calcul. Par exemple : comparatif des consommations de carburants entre apports en déchèterie et broyage à domicile ou comparatif des coûts des différents modes de traitement des déchets verts.

Ces trois ans auront permis la création d'outils pour une amélioration des pratiques au sein des 10 collectivités que nous avons accompagnées. Des freins persistent encore avec de nombreux brûlages et un manque de contrôle. Cette action se poursuivra pour impulser de véritables changements à l'échelle individuelle et du territoire.

ACCOMPAGNER

Le dialogue environnemental sur les déchets verts et les énergies renouvelables



Pas d'énergies renouvelables sans concertation : mobilisation du mouvement

Pour assurer une véritable transition énergétique, il est nécessaire de réduire nos consommations en modifiant nos comportements et d'avoir recours à un mix d'énergies renouvelables intégrées aux enjeux des territoires. Dans notre région, la multiplication de projets d'énergies renouvelables sans vision globale nous interpelle.

Un guide pour des projets intégrés

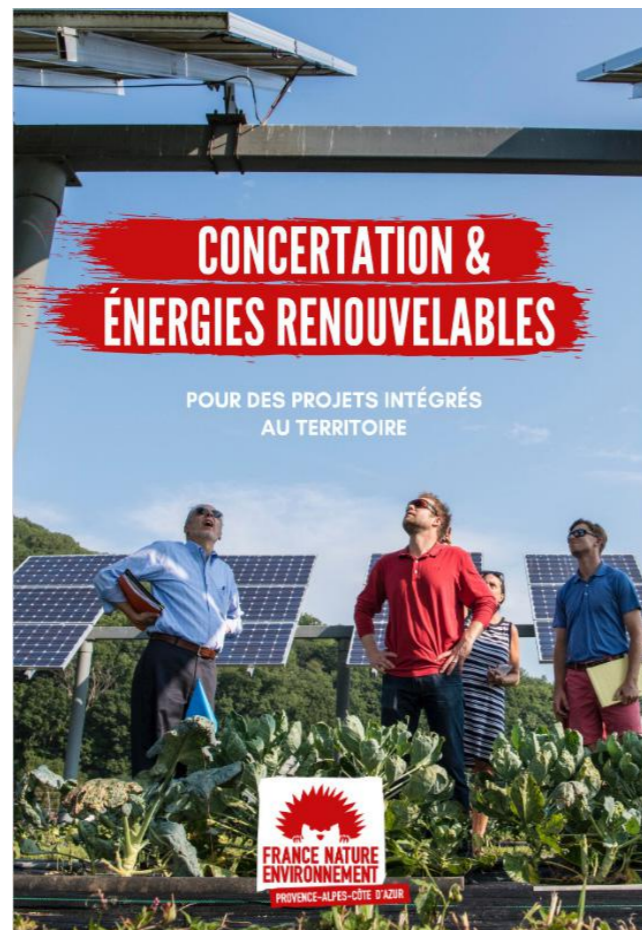
Dans notre région où les enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux sont forts, les projets d'énergies renouvelables se heurtent souvent à de vives contestations.

Pourtant, la sortie des énergies fossiles et fissiles est plus que nécessaire : le dialogue s'impose.

C'est pourquoi, nous avons publié le guide Concertation & Énergies renouvelables, réalisé à la suite de plus d'une dizaine d'entretiens avec des acteurs liés au secteur des énergies renouvelables : développeurs privés, institutions publiques, entreprises de l'économie sociale et solidaire, associations, collectivités.

Nous insistons sur l'importance de la concertation :
- dans la planification territoriale de la transition énergétique ;
- dans le développement de tout projet d'énergies renouvelables.

À consulter : <https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2021/01/Guide-concertation-VF-Web.pdf>



Concilier énergies renouvelables et biodiversité : un séminaire pour en parler

Opposer développement des énergies renouvelables et biodiversité ne va pas dans le sens de la transition énergétique. Comment penser un projet d'EnR en intégrant les enjeux de biodiversité ? Quelles solutions existent, quelles bonnes pratiques ? C'est pour répondre à ces questions que nous avons organisé, le 22 septembre 2020 à Ventabren, un séminaire réunissant près de 60 participants, venus du monde associatif, institutionnel et des entreprises de développement EnR. Nous avons rappelé notre positionnement sur le développement du photovoltaïque au sol. Des retours d'expériences positives entre projets solaires et respect de la biodiversité ont été présentés. La DREAL, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la métropole Aix-Marseille, des opérateurs solaires et des associations environnementales ont pu échanger directement sur leur vision de la transition énergétique et des projets. C'est une première étape dans le rôle que nous souhaitons jouer dans la concertation pour tous les projets.

La micro-hydroélectricité en montagne : demande d'un moratoire pour une vision globale

La micro-électricité : quel rendement, pour quels impacts?

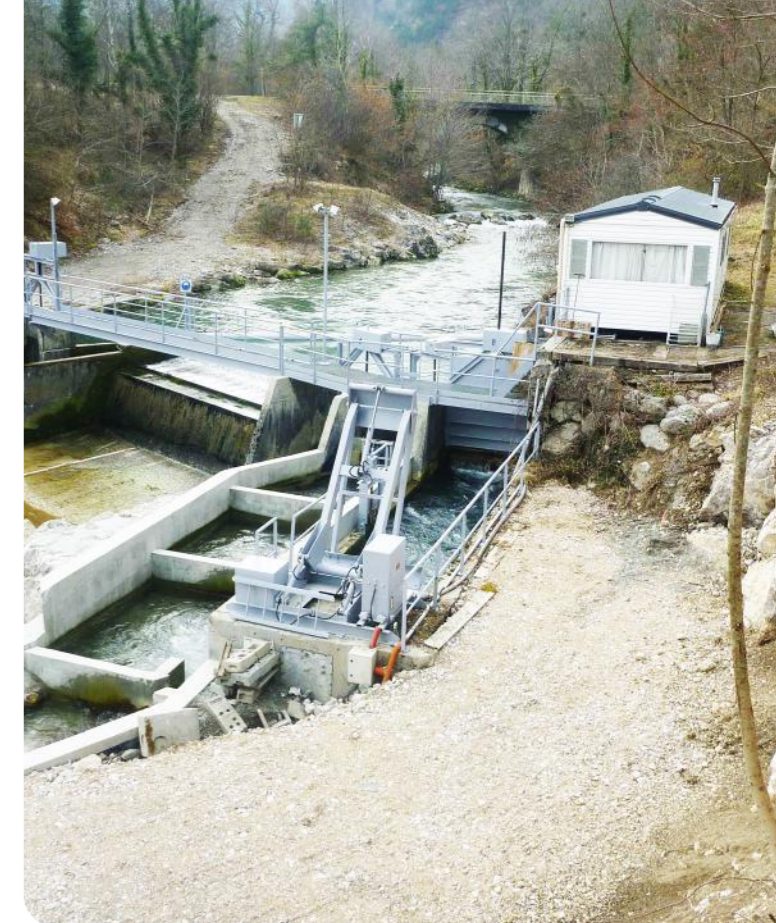
Bien qu'il s'agisse d'une énergie renouvelable, la micro-hydroélectricité n'est pas pour autant sans impact. Comme elles nécessitent un débit suffisant et du dénivelé, les micro-centrales sont installées sur les derniers torrents sauvages de montagne. Or, il s'agit de milieux abritant une biodiversité remarquable, de cours d'eau en très bon état au titre de la directive européenne, ou qui participent au maintien des continuités écologiques dans leurs bassins...

Quelle planification et vision globale?

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a intégré le "Collectif Haut-Alpin pour la protection des torrents et rivières". Nous estimons que la micro-hydroélectricité n'est pas une solution à développer partout, à tout prix.

Certes, ces projets permettent de répondre à une demande très locale mais encore faut-il que les territoires qui bénéficient de conditions favorables au développement de la micro-hydroélectricité en aient le réel besoin énergétique. Ce mode de production énergétique entre ainsi en conflit avec le maintien de la biodiversité, avec l'atteinte au bon état écologique et paysager des torrents de montagne, ou encore avec des intérêts sociaux locaux (loisirs doux : randonnée, pêche, etc.).

La concertation en amont et la vision globale sur les têtes de bassins sont des points cruciaux. Nous demandons un moratoire pour poser ce débat et stopper le développement au "coup par coup" de micro-centrales.



FNE 04 a participé aux propositions du mouvement FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le « Monde d'après ». Elle a saisi l'opportunité des élections municipales de juin pour aller à la rencontre des collectivités. Ainsi l'association a diffusé les propositions en amont, retravaillé les priorités d'actions selon les territoires et a ensuite échangé sur cette base avec les agglomérations du 04. Ces différentes étapes vont se poursuivre en 2021 et permettent aux nouvelles équipes municipales de pouvoir travailler main dans la main avec notre fédération.

Une fédération qui agit sur tous les territoires

Avec plus de 250 associations adhérentes et 27 089 bénévoles, nous constituons une véritable force de frappe, présente sur tous les territoires, pour défendre l'environnement.

Sentinelles de la nature : Une application pour alerter et agir

L'application "Sentinelles de la nature" mise en place au niveau national et déployée dans toute la France, a été lancée en 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Près de 300 signalements ont été saisis par 220 sentinelles dont les ¾ concernent des dépôts sauvages, mais aussi des pollutions de l'eau ou de l'air. <https://sentinellesdelanature.fr/>

Cette application permet d'améliorer la prévention des risques de pollution et d'agir rapidement en cas de dégradation. C'est aussi un bon moyen de sensibiliser les élus locaux. Elle met également en lumière et valorise des initiatives positives, en faveur de l'environnement.

Un maillage de référents territoriaux pour accompagner la mobilisation citoyenne

Dans chaque département, des référents locaux issus du réseau associatif prennent en charge les signalements des citoyens. L'action de la sentinelle est facilitée par une aide pratique dans les démarches à accomplir. Chaque signalement fait l'objet d'une analyse, de conseils et d'une éventuelle publication sur la carte interactive.



UN APERÇU CONCRET DE L'IMPACT DE VOS SIGNALEMENTS ?

GARDANNE



FÉDÉRER

un mouvement citoyen en renforçant sa capacité d'expertise



Michaël Clio,
Bénévole Sentinelles
FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

"Attaché à la protection de l'environnement, je cherchais à mobiliser mes compétences juridiques en faveur d'une bonne cause. Grâce à mon rôle de bénévole chez FNE et les Sentinelles de la nature, je suis l'interlocuteur des citoyens qui ont besoin de conseils et je sensibilise les acteurs locaux sur l'arsenal législatif et réglementaire en vigueur"



Renforcer la capacité d'expertise de ses associations

Les associations locales sont la voix de notre mouvement sur le terrain. Afin de leur donner des moyens d'agir, nous mettons à leur disposition des guides et organisons des ateliers de formation.

En 2020, ce sont près de 10 ateliers qui se sont tenus sur les thématiques d'aménagement du territoire, de gestion des déchets et des milieux aquatiques.

Focus sur les trois Ateliers eau et mer

Les politiques publiques de protection de la Méditerranée (Toulon)

L'Agence de l'eau et la Préfecture Maritime sont intervenues pour exposer les politiques publiques visant la Méditerranée : prévention des pollutions marines, réglementation et organisation des mouillages, restauration des milieux littoraux... Nos associations accompagneront, notamment avec l'outil Sentinelles, le renforcement de ces mesures de protection du milieu marin.

Exposé sur la propriété de l'eau, "bien commun" (Marseille)

Un atelier a été organisé pour mettre en lumière la responsabilité des propriétaires riverains des cours d'eau et leurs obligations afin d'assurer une meilleure gestion de ce milieu.

Visite sur le terrain de la forêt riveraine (ripisylve) de la Durance (Saint-André d'Embrun)

Enfin, une sortie en bord de Durance près d'Embrun (Hautes-Alpes) a permis aux participants de découvrir la forêt alluviale et les aménagements qui la jalonnent. Nous avons pu découvrir le rôle de cette forêt dans le ralentissement des crues, l'ombrage et l'apport en nutriments pour la rivière.

Mais nous avons également fait le constat des impacts de certains aménagements anciens, qui se font encore sentir aujourd'hui : déconnexion entre la ripisylve et la rivière, fragilisation progressive des aménagements nécessitant de les refaire régulièrement, déplacement des zones d'érosion.

Ce sont plus de 100 personnes qui ont bénéficié de ces journées. D'autres sont à venir, le programme de nos ateliers vous intéresse? N'hésitez pas à vous inscrire à notre lettre d'informations pour être au courant des prochaines dates (www.fnepaca.fr/)

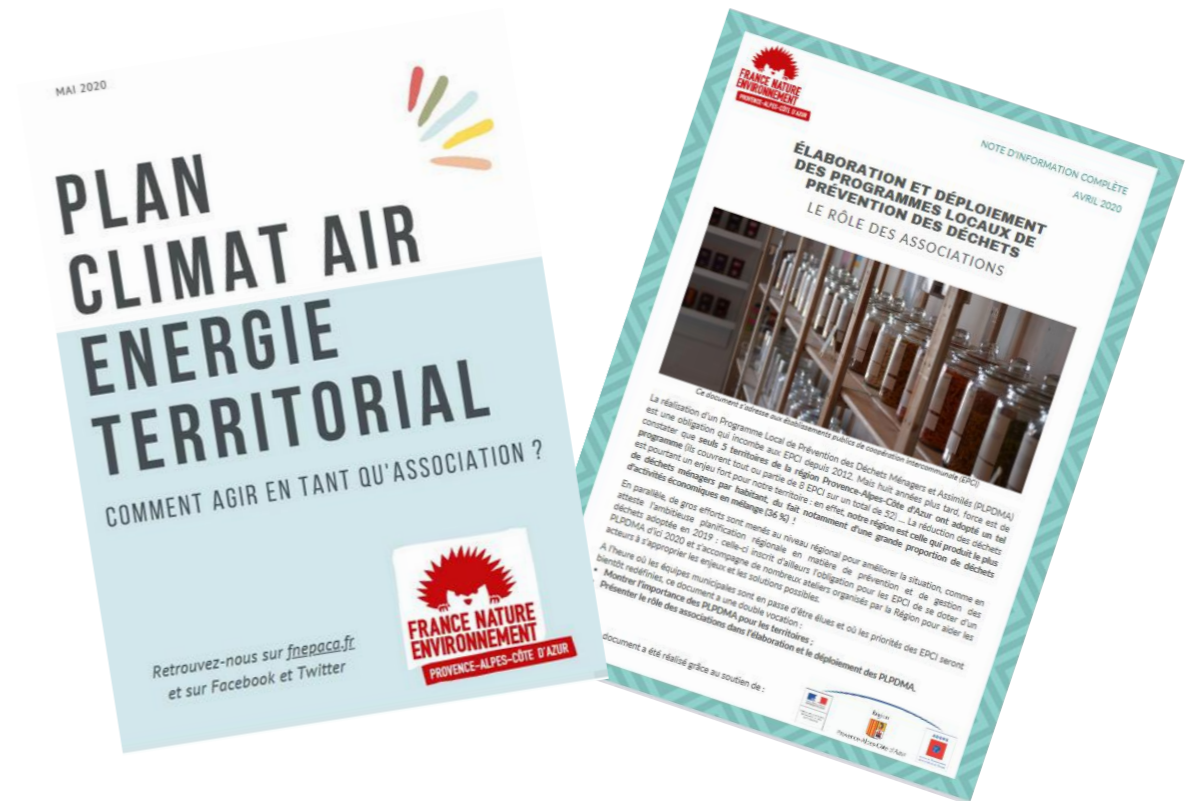


Publication de deux guides

Le guide Plan Climat Energie Territoriaux : comment agir en tant qu'association ?

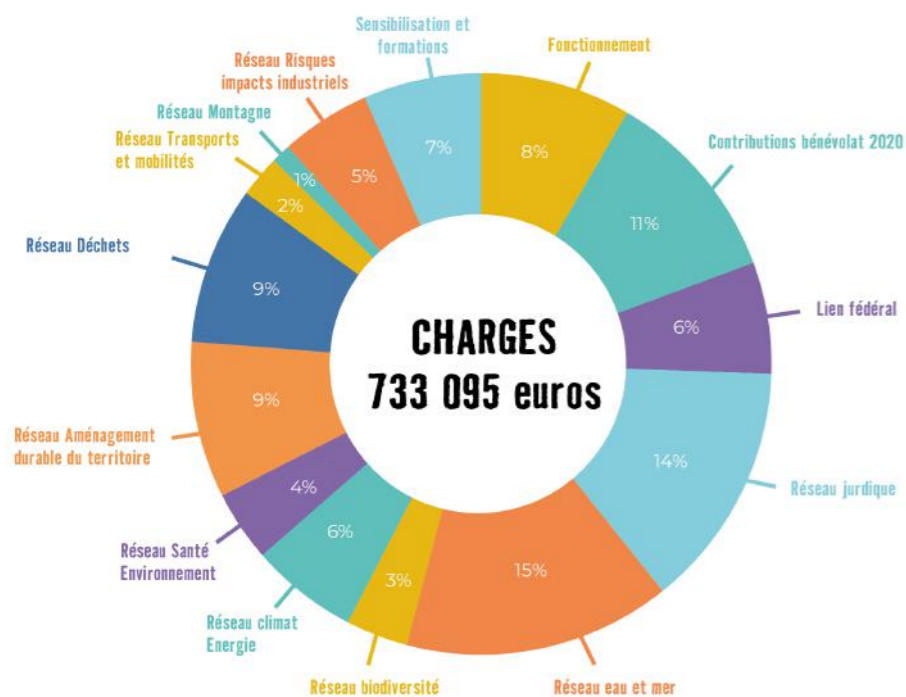
Le Guide PCAET décrypte les Plans Climat Air Énergie Territoriaux et propose un questionnement à suivre pour juger du sérieux du plan et pointer ses forces et faiblesses. (lien du guide). Cet outil permet aux associations de s'approprier les enjeux de transition et de participer activement à l'élaboration et au suivi des plans climat concernant leur territoire. (À consulter : <https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2020/05/memo-pcaet.pdf>)

Le Mémo sur les Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) rappelle l'importance de ces programmes et présente le rôle des associations dans leur élaboration et leur déploiement. Obligatoires depuis 2012 pour les EPCI, les PLPDMA ne sont qu'au nombre de 6 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, couvrant seulement 11 EPCI sur 52. L'enjeu est donc de taille pour le territoire, qui, rappelons-le, est la région la plus productrice de déchets ménagers par habitant. (À consulter : <https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2020/11/Synthese-PLPDMA.pdf>)



Nos ressources

L'exercice 2020 se clôture en excédent de 13K€ et une trésorerie en hausse.
Le budget 2020 a été réalisé à 115%.



Pour les charges :

En application des orientations votées en 2020, la mission juridique se structure et prend plus d'ampleur. Outre les réseaux eau-mer et déchet, la répartition des charges entre les autres réseaux thématiques tend à l'équilibre.

Pour les produits :

La diversification de nos ressources reste notre objectif. Cette année, par exemple, nous avons accueilli 3 personnes en mécénats de compétences qui ont conforté l'action des bénévoles et salariés. Les financements publics représentent encore 50% des produits. Malgré le contexte sanitaire, les partenaires publics et privés ont fait confiance à notre capacité d'adaptation pour réaliser les actions.



Jean-Luc Casaregola
Trésorier
FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

"2020 confirme la tendance initiée en 2019, la trésorerie continue de s'améliorer, et le résultat 2020, malgré le contexte sanitaire, est clôturé en excédent avec la constitution de réserves pour anticiper les éventuels aléas politiques et économiques.

La comptabilité analytique est désormais opérationnelle et nous permettra d'améliorer notre gestion et d'appuyer nos choix stratégiques pour les prochains exercices."



Agir avec nous

Adhérez

Vous êtes une association de protection de la nature et de l'environnement ?
Vous souhaitez intégrer un réseau associatif et rencontrer, échanger, construire, mutualiser ?
FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses fédérations départementales vous souhaitent la bienvenue !

Devenez bénévole

Vous souhaitez prendre part aux actions du mouvement FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur ?
Selon vos attentes, votre territoire, vos envies et vos disponibilités, différents modes d'engagement s'offrent à vous.

Donnez

Vous souhaitez contribuer d'une manière différente à notre action ?
Vous pouvez nous aider en participant directement au financement de nos actions via notre plateforme de don en ligne : <https://www.helloas-so.com/associations/fne-paca>

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site internet fnepaca.fr/ rubrique **AGIR AVEC NOUS**
Vous pouvez également vous abonner à notre **newsletter** et nous suivre sur **Facebook** et **Twitter** @FNEPACA



Liliane ROGELET
Mécénat de compétence

"Je suis en mécénat de compétence au sein de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis un an. J'y ai trouvé une équipe de salariés et bénévoles très investie dans les combats pour un environnement plus respecté. Même sans expérience technique, travailler avec eux est un plaisir et j'ai trouvé ma place en aidant sur le plan administratif. Ce qui m'amène à dire que toute personne, quel que soit son parcours, peut apporter son petit caillou à l'édifice de la protection environnementale. En ce qui me concerne c'est et ce sera une expérience très enrichissante."

Les associations régionales



AGIR pour la BIODIVERSITÉ
Provence-Alpes-Côte d'Azur

La LPO Provence-Alpes-Côte d'Azur a mené en 2020 ses missions d'amélioration des connaissances liées à la biodiversité et a poursuivi l'animation de sa base de données www.faune-paca.org ainsi que ses missions d'étude et de conservation de la nature. Elle a cogéré ses deux Réserves Naturelles Régionales et le centre régional de sauvegarde de la faune sauvage du Parc naturel régional du Luberon, seul établissement habilité à recevoir la faune sauvage européenne en détresse à l'échelle régionale avec plus de 2200 animaux accueillis. Malgré la crise COVID, le réseau LPO a maintenu des activités d'information, de sensibilisation, d'éducation, de formation et de mobilisation.



© LPO Provence-Alpes-Côte d'Azur



Un bâtiment bioclimatique, une construction exemplaire au service de la pédagogie

Ce bâtiment d'une surface de 250 m² constitue une véritable vitrine en matière de solutions écologiques dans le secteur de la construction (architecture bioclimatique, chantier à faibles nuisances, choix de matériaux écologiques biosourcés, réduction des déchets, maîtrise des énergies, confort et santé). Réalisé en ossature bois, le bâtiment a reçu la labellisation "OR" Bâtiment Durable Méditerranéen (BDM) pour ses phases de conception, réalisation et usage en récompense de son respect des normes HQE.

En s'engageant dans la voie de l'éco-construction, Colinéo a souhaité montrer les techniques actuelles dans ce domaine, tout en promouvant les énergies renouvelables et le développement des systèmes de consommation responsable.

Une salle d'animation et de réception permet d'offrir au public un large choix d'activités éducatives et pédagogiques.



© Colinéo



Engagée depuis son début dans l'information et la formation aussi bien du grand public que des différents professionnels sur l'impact de l'environnement sur la santé, dans la continuité de sa lutte contre les perturbateurs endocriniens, l'ASEF en collaboration avec les URPS des médecins libéraux, des sages-femmes, vient de publier une application, entièrement gratuite, concernant la période la plus fragile de la conception à 2 ans, intitulée "bulle des 1000 jours". Véritable guide d'auto-éducation.

Dans le même temps et toujours dans la dynamique de la formation, le Dr Pierre Souvet est allé, notamment, à l'école des Mines pour une formation sur les conséquences sanitaires des champs électro-magnétiques (C.E.M.).

Toutes les différentes actions de l'ASEF sont visibles sur le site Association Santé Environnement France

<https://www.asef-asso.fr>

Trans'potes



Vous rencontrez des difficultés dans vos déplacements ?

Retards, mauvaise organisation des correspondances, manque de train ou insuffisance de services routiers, voitures sales ou bondées, pas de place pour les vélos, stationnement difficile aux abords des gares ferroviaires ou routières... ?



Année difficile, 2020 aura été marquée par de nombreux débats autour des transports. La mise en avant du vélo a révélé la nécessité de mieux mailler les différents modes de déplacements. Parmi les victimes de la COVID 19, nous comptons notre application TRANS'POTES, entièrement renouvelée mais qui n'a pu recueillir un nombre de contributeurs suffisamment significatif pour devenir opérationnelle. La bonne nouvelle aura été l'annonce le 14 juillet du Président Macron en faveur du ferroviaire. NOSTERPACA est intervenue pour que cette parole se traduise en actes, par exemple lors du débat pour la remise à niveau du triage ferroviaire de Miramas.





Cette année 2020 nous a permis de démarrer notre étude de faisabilité quant au renforcement expérimental de population de tortue d'Hermann ayant été impactées par les récents feux de forêt. Ces perturbations récurrentes ont un impact majeur sur les écosystèmes dans le Var. En parallèle à la concertation menée avec les différents acteurs (gestionnaires, propriétaires, membres du COPIL du Plan National d'Action, etc.), il s'agit ici de définir les sites "d'accueil" les plus adéquats, les modalités de sélection des juvéniles de notre élevage conservatoire et les critères de suivi du succès/échec de l'opération. Les précédents retours d'expériences, l'évaluation des risques et l'étude de faisabilité confirment ici que cette translocation expérimentale est réalisable.



Découverte
Sainte-Baume

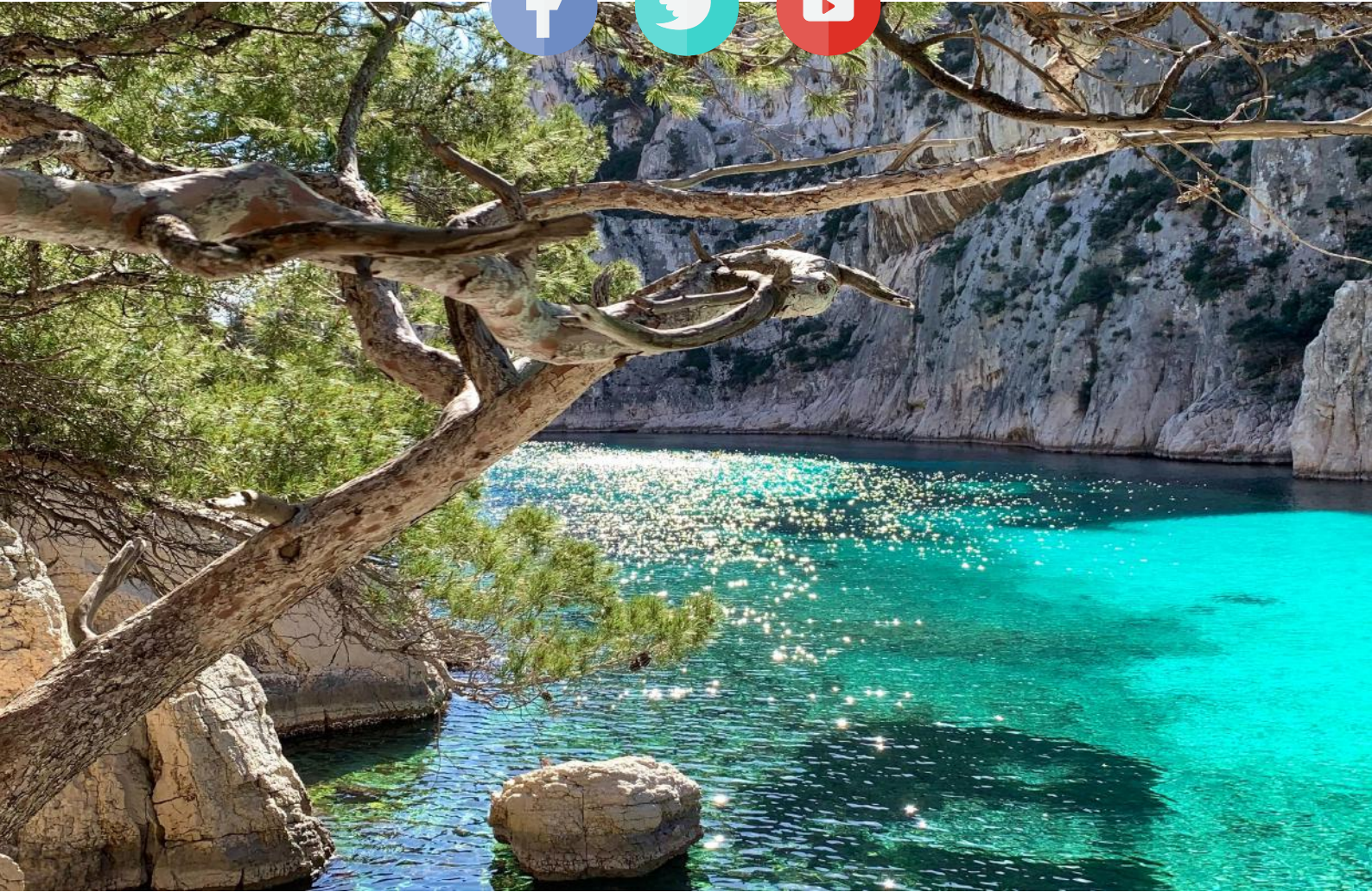
Nous avons construit un projet « Leader » pour faire connaître le patrimoine du Pays Sainte-Baume. Le Journal Pays Sainte Baume est un ouvrage périodique qui, depuis bientôt 30 ans relate et transmet l'histoire de notre massif : histoire à laquelle, génération après génération, nous tous participons. L'écoute du territoire, l'observation, les travaux de recherche ont fait l'objet de la part de notre équipe de communications, de livres, plaquettes ou CD dans le respect de l'objet de notre association : la connaissance et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel du Pays Sainte-Baume.



L'achat est un moment propice à la réalisation de travaux de rénovation pour améliorer la performance énergétique d'un logement. Les professionnels de la transaction immobilière sont des acteurs-clés du processus. C'est pourquoi l'ALTE a déployé le programme Actimmo du CLER sur son territoire, les impliquant de la simple information à un engagement durable. Le projet a permis de renforcer l'Espace conseil FAIRE de l'ALTE et son réseau. Les chiffres : plus de 650 agences bancaires et immobilières contactées, 107 rendez-vous approfondis, 55 équipes formées, 35 partenariats signés.

<https://alte-provence.org/>





AVEC LE SOUTIEN DE

